DIAL 2614

CUBA - Du côté des opposants

Patricia Grogg

samedi 1er février 2003, mis en ligne par Dial

Trois projets regroupent aujourd'hui l'opposition à Cuba : le projet Varela - qui vient d'être repoussé par l'Assemblée nationale - , l'Assemblée pour promouvoir la société civile à Cuba, et une plate-forme, regroupant diverses organisations, centrée sur l'élaboration d'une charte des droits fondamentaux des Cubains. Article de Patricia Grogg, Agence IPS, décembre 2002.

L'opposition intérieure de Cuba se mobilise autour de trois projets « qui se complètent » et ont pour objectif commun de rechercher des changements démocratiques par des voies pacifiques, selon des militants dissidents.

Le projet Varela est une initiative constitutionnelle pour demander un référendum sur des changements à apporter au système socialiste ; 1'Assemblée pour promouvoir la société civile à Cuba se propose de multiplier les forces de l'opposition et la Plate-forme de réflexion de 1'opposition modérée tente de soumettre à débat une charte des droits des citoyens.

Ces projets « ne sont pas articulés entre eux, mais ont comme dénominateur commun d'être en désaccord avec le modèle totalitaire », a dit à IPS le président de la Commission cubaine des droits humains et de la réconciliation nationale, Elizardo Sánchez.

De son côté, Vladimir Roca - qui a purgé une peine de prison de 1977 à mai 2002 pour sédition en raison de ses appels à 1'abstention électorale et de ses demandes de réformes politiques - a affirmé que « 1'opposition cubaine est unie dans la diversité ».

« Nous voulons tous des changements, mais il y a divergence sur la façon d'y parvenir » a expliqué à IPS Roca, signataire en 1997 du document La Patrie est à tous, ainsi que Félix Bonne, Martha Beatriz Roque et René Gómez, connus comme le Groupe des Quatre.

Les propositions de 1'opposition sont soutenues par des associations sans reconnaissance légale, même si une certaine tolérance officielle a permis ces dernières années de développer leurs activités, surveillées de très près par les autorités policières.

« Nous nous sommes multipliés ; voilà 15 ans nous étions moins de 10, maintenant nous sommes des milliers », a affirmé Roca, un défenseur de la multiplication des groupes comme moyen de survie. « Si nous étions tous ensemble, il serait très facile de nous détruire », a-t-il précisé.

Sánchez, entre temps, considérait « Tous unis », un réseau qui rassemble plus de 100 groupes, comme le mouvement ayant la plus grande capacité de convergence et de mobilisation. « C'est lui qui a mené à bien le Projet Varela », a-t-il ajouté, se référant à 1'initiative qui s'est appuyée sur la Constitution pour demander un référendum sur les changements dans le régime socialiste, projet qui bénéficie de la caution des États Unis et de l'Union européenne, très critiques sur la situation des droits humains à Cuba (...)

Les trois autres membres du Groupe des Quatre, dirigé dans le passé par Roca, animent actuellement ce

que l'on appelle 1'Assemblée pour promouvoir la société civile à Cuba, définie comme une « idée de travail en commun pour multiplier les forces d'opposition ».

Martha Beatriz Roque, une des figures les plus en vue de cette association, a dit que plus de 400 organisations du pays se sont réunies dans le but d'éduquer et de « former la population aux pratiques démocratiques ».

La structure de 1'Assemblée consiste en commissions permanentes de travail sur des sujets syndicaux et écologiques, sur des études historiques, sur la presse d'information et la culture, entre autres sujets.
« Notre travail relève entièrement de la société civile. Nous ne sommes pas un parti politique », a déclaré Roque à IPS.

Les membres de 1'Assemblée ont eu leur baptême du feu le 10 décembre dernier, quand quelque 70 personnes se sont retrouvées chez Roque pour célébrer la Journée internationale des droits humains. La journée s'est déroulée sans incidents avec les autorités po1icières, qui ne sont pas intervenues dans le déroulement de la manifestation des opposants.

« C'est un espace que nous avons conquis au prix de bien des sacrifices », que l'on doit au « poids croissant que 1'opposition a pris dans le pays », a commenté Roque au terme de la réunion, où était présent, en qualité « d'observateur invité », un diplomate états-unien.
Sánchez a admis que ces deux dernières années le gouvernement a accepté ce type d'activités, mais dans un lieu fermé (...).

Un projet de charte des droits fondamentaux des Cubains
Une troisième initiative, à 1'instigation de la Plate-forme de réflexion de 1'opposition modérée, tente de soumettre à débat 1'avant-projet d'une charte des droits fondamentaux des Cubains, grâce à des enquêtes effectuées à partir du second semestre de cette année auprès des Cubains de 1'intérieur et des expatriés. Ses organisateurs ont expliqué que cette proposition ne prétend pas devenir une alternative au Projet Varela et que 1'objectif final de la consultation était « qu'à Cuba tous les droits soient respectés ».

« Les droits humains n'ont pas d'idéologie et valent aussi bien pour les socialistes, les communistes, les libéraux, les démocrates-chrétiens ou les socio-démocrates », ont dit des promoteurs de ce texte, qu'ils qualifient de « civique ». La plate-forme a pour composantes, entre autres, les partis Courant socialiste démocratique, Solidarité démocratique, Mouvement pour la démocratie et le Mouvement action nationaliste indépendante.

Le texte énumère en 35 articles les droits individuels, sociaux, culturels et économiques, tandis que dans les articles 36 à 45 sont consignés les devoirs des citoyens à 1'égard de la nation, de la communauté et de la personne humaine.

Certains défenseurs de cette initiative ont indiqué qu'il s'agit d'une ébauche pour que les citoyens cubains puissent exprimer leur opinion sur le sujet. « Présenter un projet entièrement élaboré aux citoyens sans consultation préalable, ce ne serait pas respecter leur capacité et leur autonomie individuelles », ont-ils dit.

Dans l'île, les secteurs dissidents sont qualifiés de « mercenaires » au service de « 1'empire » par le gouvernement cubain de Fidel Castro, qui accuse les Etats-Unis de les financer pour fomenter la « subversion intérieure ».

D'après Sánchez, 1'opposition ne demande pas d'aides, mais apprécie la politique de soutien international.

« Nos propositions sont publiques et nous ne pouvons empêcher que quelqu'un exprime d'une manière ou d'une autre sa sympathie ou son soutien, même s'il le fait par intérêt politique dissimulé ou très net, comme c'est le cas de Washington », a déclaré ce militant dissident.

– Dial – Diffusion d’information sur l’Amérique latine – D 2614.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : IPS, décembre 2002.

En cas de reproduction, mentionner la source francaise (Dial) et l’adresse internet de l’article.